



Au Pays de Luçon la LETTRE de l'ADSP

N° 02 décembre 2014

Les Services Publics sont dénigrés, démantelés, attaqués de toute part : ils coûteraient trop chers, seraient inefficaces, trop de fonctionnaires, tous des privilégiés..... Tout cela pour mieux nous faire avaler la PRIVATISATION : remède à tous nos maux! Mais ce remède se révèle, en fait un véritable poison.

Le démantèlement des services publics nous le vivons, au concret, avec son lot de difficultés et de souffrance pour les gens : - dans **l'éducation**: manque de moyens, classes fermées ou surchargées, remise en cause des ZEP etc... dans les **transports**: ouverture à la concurrence, suppression progressive des ouvertures de guichet à la gare, remplacement des trains par des autocars,- dans la **santé** : manque criant de moyens, suppression de services (SMUR la nuit à Montaigu), regroupement des hôpitaux Vendéens sous la houlette d'un directeur unique, entraînant la mutualisation des moyens, un projet de loi santé qui amplifie les méfaits de la loi HPST, avec plus de restrictions budgétaires et l'aggravation de la marchandisation de la santé. Tout cela au détriment de la vie des gens.

Les services publics sont les garants de l'accès aux droits pour tous partout. Ils sont porteurs d'égalité des chances, du respect de l'autre, en privilégiant l'intérêt général et non l'intérêt particulier et financier

Un appel est lancé pour des Assises de Défense, de développement et de démocratisation des services publics. Elles se tiendront à **GUERET les 13 et 14 Juin 2015**. L'ADSP s'inscrit dans cette initiative et appelle toutes celles et tous ceux qui le souhaitent à s'y associer. Défendre les services publics, c'est aller de l'avant, c'est progresser pour une vie meilleure et égalitaire.



Parents, usagers, élus à St Michel en l'Herm, mobilisés pour que l'école publique garde les moyens indispensables à la réussite scolaire

COMMUNIQUE DE PRESSE de l'ADSP

Après l'annonce de la sortie du collège « Les Colliberts » de la zone d'éducation prioritaire (ZEP) et les conséquences qui vont en découler pour les écoles de Saint Michel en l'Herm, Triaize, Champagné les Marais, Puyravault, l'Aiguillon sur mer.

La colère monte chez les parents d'élèves, les enseignants, les personnels d'éducation et les élus locaux. La résistance s'organise pour s'opposer à cette décision synonyme de réduction de moyens et d'inégalités des chances.

L'Association d'usagers pour la Défense du Service Public du pays de Luçon (ADSP) soutient toutes ces initiatives, est au côté de ceux qui refusent le démantèlement du Service Public d'éducation et s'élève contre la mise en place de la restriction budgétaire dans l'éducation nationale.

Lors de la réunion publique de M Fourage député, le 15 décembre à Luçon, les représentants de l'ADSP, l'ont interpellé. Celui-ci nous a fait part d'une rencontre qu'il avait eue avec les parents d'élèves et les élus d'une partie des communes concernées et doit intervenir auprès des services académiques, du ministère.

Affaire à suivre : rien ne se fera sans la mobilisation de tous. L'ADSP va proposer une rencontre avec les parents, les enseignants, les élus, les citoyens de toutes les communes concernées !

Procès "XYNTHIA"

Des élus locaux de l'époque lourdement sanctionnés, mais le grand absent de ce procès "Médiatique" c'est l'Etat et ses responsabilités, en particulier sur son manquement en matière de services publics.

Les politiques successives de casse des services publics :

- disparition des éclusiers
- non entretien des digues
- regroupement (avec réduction de moyens) des services de l'équipement, de l'agriculture et des affaires maritimes.
- mise à mal des services météo
- diminution des moyens pour la recherche sur les aléas climatiques et marins
- aménagement du territoire laissé à la seule spéculation financière.

Tout cela aboutit à des catastrophes humaines, comme celle vécue à La Faute sur Mer et à l'Aiguillon sur Mer, mais aussi à ce que viennent de vivre les populations du Sud de la France.

Ce procès n'a pas contribué au débat sur les responsabilités et à replacer la problématique des services publics au cœur de ces débats. Rien n'est résolu, loin s'en faut.

Nous devons porter, plus que jamais l'exigence de services publics performants, dotés des moyens nécessaires, en parfaite harmonie avec les besoins de la population

Fermeture la nuit du SMUR de Montaigu

L'ADSP réagit

Luçon le 15 novembre 2014
COMMUNIQUE DE PRESSE
(Repris en partie par OF)

L'Association d'usagers pour la Défense du Service Public du pays de Luçon (ADSP) apporte son soutien et participera à la journée de lutte dans la santé du 18 Novembre contre " l'HOSTERITE", à la veille du vote du budget de la Sécurité Sociale, amputé de 20 milliards d'euros d'ici 2017.

En plus de se traduire par l'aggravation des conditions de travail des personnels, leur nombre, les fermetures de services etc, les usagers seront directement concernés par la réduction de l'accès aux soins et à l'action sociale. A cela s'ajoute la poursuite des franchises et forfaits médicaux qui expliquent que près d'un tiers des français reporte ou refuse des soins pour des raisons financières, le déremboursement de médicaments de prestations médicales, la diminution des allocations familiales, du congé parental...

Les maîtres mots sont l'économie, l'austérité, la rentabilité : c'est au nom de cette doctrine qu'aujourd'hui, se fait l'annonce de la fermeture, la nuit, du SMUR de MONTAIGU, elle s'inscrit dans cette logique. Nous ne l'acceptons pas et sommes au côté du Comité de Défense de l'hôpital de Montaigu et de la population pour refuser cette décision défendue par le directeur du multi-sites (La Roche, Luçon, Montaigu,) par ailleurs directeur unique de 6 hôpitaux vendéens, une première dans notre département. Cela va lui permettre de mettre en place un groupement hospitalier de territoire, menaçant à la fois le service public et la proximité, de masquer les conséquences du manque de médecins hospitaliers par leur redéploiement sur le territoire, au détriment d'une réponse de proximité aux réels besoins de santé de la population.

Toucher à une pierre du Multisites, c'est mettre en péril l'ensemble des 3 sites. On est tous concernés. Vous pouvez apporter votre contribution à cette lutte en nous faisant parvenir vos témoignages, propositions etc à ADSP, forum des associations, 6 rue saint Mathurin, 85400 Luçon ou adsp.pays.lucon@voila.fr

Mme Evelyne DELUZE
Présidente de l'ADSP

Agence Régionale de Santé : Le cynisme officiel !

Bras armé du gouvernement pour la mise en œuvre de la politique de santé en région, la directrice de l'ARS a tenté de justifier la fermeture, la nuit, du SMUR de Montaigu.

Appréciations l'argument « *seulement une centaine de sorties en 2013* ». Ce n'est pas rentable pour cette technocrate. Par contre pas un mot, aucune étude, sur le nombre de vies sauvées, les prises en charge sans complication pour les malades, grâce à la proximité du SMUR de Montaigu,

Second argument, on ferme le SMUR « *pour mieux répondre aux forts besoins de 60000 habitants* ». Ainsi selon l'ARS, en privant d'un SMUR les 60000 habitants d'une zone de la Vendée, ils seront mieux pris en charge en cas d'urgence ! La réalité est qu'il leur faudra être patients durant une 1 h ou plus pour voir enfin le SMUR arriver... augmentant les risques d'accidents graves..

Il en est ainsi dans cette logique où n'est prise en compte que la rentabilité obtenue avec les fermetures de services publics. La vie des hommes et des femmes ne vaut elle pas mieux que la recherche d'économies qui guide les choix de l'ARS et du ministère de la santé.



La présence de l'ADSP sur le marché de Noël de Luçon, est devenue une tradition. C'est pour ses adhérents l'occasion durant deux jours de rencontrer et d'échanger avec des centaines d'usagers de leurs interrogations devant l'évolution des services publics en France et dans notre région.

Parmi celles évoquées cette année, la décision de l'ARS de fermer, la nuit, le SMUR de Montaigu et ses conséquences sur les SMUR alentours, avec les répercussions pour les populations.

La question de la desserte des transports en commun vers les services publics transférés à l'extérieur de la ville, fut également présente dans les débats.

Tout au long de ces deux jours, l'école publique, avec les projets de transferts d'écoles, le développement de l'hôpital, les conditions d'accueil à la gare SNCF ont alimenté les échanges.

Ces discussions n'ont pas empêché des centaines de personnes de déguster et d'apprécier les tourtières, les marrons que les bénévoles de l'ADSP proposaient.

Deux belles journées qui contribuent à mieux faire connaître l'action de l'ADSP.

Merçi aux organisateurs de ce marché de Noël d'y accueillir notre stand.

Hopital de Luçon : Précision

Nous nous félicitons, dans un précédent article, de l'ouverture de nouveaux lits de médecine et de la nomination d'un nouveau praticien à l'hôpital de Luçon.

Md la directrice, après une lecture attentive de notre lettre, a tenu à nous préciser qu'il s'agissait du recrutement d'un médecin polyvalent et non d'un clinicien cardiaque, comme nous l'avions compris lors d'une rencontre avec elle. Dont acte.

Flash info

Rencontre en Mairie

Suite à notre demande nous sommes reçus le 23 décembre par M le Maire pour évoquer divers sujets : transports santé...

Nous vous informerons de la teneur de ces échanges dans notre prochaine lettre.

Vous ne souhaitez plus recevoir notre lettre.
Ecrivez nous : lettre.adsp@gmail.com

Vous connaissez des personnes qui seraient intéressées par notre lettre et l'action de notre association, transmettez nous leur adresse Email « lettre.adsp@gmail.com »

Association d'usagers pour la défense du service public du pays de Luçon

Je rejoins l'Association ADSP

Nom :

Prénom

Adresse postale

Mail

Cotisation annuelle : 11 € pers seule 16,50 € couple

adhésion de soutien 20 – 30 – 50- et plus : Par Chèque à l'ordre

de ADSP

Courrier : ADSP Forum des associations 6 rue St Mathurin 85400 Luçon



ADSP

Association d'usagers pour la Défense
du Service Public du pays de Luçon

adsp.pays.lucon@voila.fr

siège social : forum des associations 85400 Luçon

INVITATION

"LES IMPACTS DU PROJET DE LOI SANTE"

Notre santé nous concerne, nous avons notre mot à dire

La loi de santé Publique qui va être en débat à l'Assemblée Nationale, si, à première vue, peut sembler un catalogue de bonnes intentions, se révèle, en fait, n'avoir comme objectif que d'amplifier la loi HPST (loi Bachelot) : réduction drastique des budgets publics, marchandisation de pans entiers de la santé. Nous faisons appel à votre participation citoyenne par des témoignages, vos propositions, pour participer à l'évaluation de nos besoins de santé.

Nous avons besoin, ensemble, de décortiquer, d'analyser et d'échanger sur ce projet. Nous vous invitons à une

réunion publique

Mardi 27 Janvier 2015 à 20 Heures

Salle des fêtes, rue de l'Hôtel de ville à Luçon

En présence de :

Paul Cesbron : obstétricien-gynécologue, vice président de la coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternité de proximité.

Christian Bonnaud : médecin généraliste, représentant du Syndicat de la Médecine Générale.

A la fin de la réunion l'ADSP vous offrira le verre de l'amitié